



Diversifier les formes d'engagement solidaire à l'international

Synthèse des travaux de concertation :
Quelles mobilisations et quels engagements en 2020
pour une expertise technique jeune, bénévole
& citoyenne en lien avec le « SUD » ?

Étude réalisée par Ingénieurs sans frontières Capitalisation des résultats des enquêtes et des travaux de groupe par Efficooop

Coordination

Nicolas Laurent, Ingénieurs Sans Frontières (ISF) / Mélanie Lunel, Efficooop

Contributeurs

Le document a été rédigé par : Mélanie Lunel, Efficooop

Avec la participation de : Jérémy Billon, ISF / Nicolas Laurent, ISF / Guillaume Nourrit, ISF / Théo Robin, ISF / Céline Rossli, Doctorante en Sciences de l'éducation, université Paris Descartes, laboratoire EDA / Thibault Viennet, ISF

Encadrés : Laure Criqui, Réseau Projection / Chloé Landrot, Résolis / Vincent Pradier, Étudiants & Développement / Alain Raymond, France Volontaires

Légende Photo : Projet d'électrification d'une salle communale au Togo par ISF Grenoble et SEDEV International



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Cette concertation a été réalisée avec le soutien de l'Agence Française du Développement (AFD). Le contenu du présent document relève de la seule responsabilité d'Ingénieurs sans frontières et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'AFD.

Sommaire

Préambule.....	5
Éléments de contexte.....	5
Méthodologie.....	7
Les motivations des jeunes à s’engager sur des actions de solidarité à l’international.....	8
Des motivations principalement axées sur le développement.....	8
individuel.....	8
S’engager..., mais pour faire quoi ?.....	8
Des centres d’intérêt qui évoluent avec la durée d’engagement.....	9
Les modes d’engagement solidaire des élèves-ingénieurs et des ingénieurs à l’international. .	12
Des jeunes mobilisés autour d’un engagement associatif.....	12
Un intérêt des partenaires entre nécessité et principe d’intervention.....	12
Des acteurs du secteur mitigés sur la forme de mobilisation proposée.....	13
Expertise technique internationale VS expertise technique locale.....	15
Le besoin et l’accessibilité de l’expertise technique dans les pays du « Sud ».....	15
Vers une diversification des engagements ici et là-bas.....	18
Pour quels besoins ?.....	18
Pour quelles relations partenariales ?.....	18
Pour quelles finalités ?.....	20
Des formats d’engagement diversifiés pour une expertise technique bénévole.....	22
Formes d’engagement potentielles, pertinence et exigences.....	22
Exemples de mobilisations « novatrices » expérimentées par ISF.....	25

Plus de 30 ans de collaborations avec les pays du Sud

Extrait de l'article du N°75 de la revue *Alteractif d'Ingénieurs sans frontières* - Décembre 2012

L'association Ingénieurs sans frontières est créée en 1982 par deux étudiants constatant l'absence d'association de solidarité internationale dans le milieu ingénieur. À travers son nom, l'association s'inscrit dans la suite des célèbres "French Doctors" de Médecins sans frontières. La première charte de l'association proclame que son but est de « servir d'appui technique aux projets de développement des populations les plus démunies des pays en développement et sensibiliser les ingénieurs aux problèmes de ces pays ». L'intervention des membres d'Ingénieurs sans frontières s'inscrit dans l'approche technique des problématiques de développement où les élèves ingénieurs apportent leurs connaissances issues de leur formation. Mais Ingénieurs sans frontières se singularise car si l'action urgente n'est pas exclue, le développement à long terme reste l'objectif principal. En outre, la charte insiste également sur l'importance de la sensibilisation des futurs ingénieurs. Ces deux aspects portent ainsi les germes des évolutions futures de l'association.

Les premières évolutions

Lors de leurs premières missions, les membres d'Ingénieurs sans frontières cumulent les postes : chefs de projet, bureaux d'étude, ouvriers, etc. Les premiers comptes-rendus de missions mettent alors en lumière le manque de préparation et de connaissance des membres de l'association. De plus, la structuration de l'association, marquée par le renouvellement de membres étudiants et leur disponibilité limitée à des séjours ponctuels, entre en contradiction avec la volonté des populations locales d'avancer plus rapidement. Ingénieurs sans frontières se montre particulièrement réactive pour répondre à ces problèmes. L'association crée des procédures pour améliorer la préparation de ses projets et la capitalisation des expériences, comprenant des réunions de bilan et des rencontres obligatoires d'experts. L'implication des partenaires locaux s'est accrue avec l'instauration de l'obligation d'inscrire les projets dans le cadre des partenariats en 1987. Ces questions conduisent également à des changements plus profonds dans les principes d'action d'Ingénieurs sans frontières. Après 10 ans d'existence, la nouvelle charte d'Ingénieurs sans frontières met ainsi sur le même plan l'appui technique, la formation des acteurs locaux et les actions d'éducation au développement. Les années 90 sont également marquées par la professionnalisation de l'intervention d'Ingénieurs sans frontières pour gagner en efficacité sur les projets avec des missions longues jusqu'à 2 ans.

La crise des années 2000

Cette double évolution aboutit à une remise en cause profonde de l'identité d'Ingénieurs sans frontières à partir des années 2000. La professionnalisation a créé une cassure entre les volontaires salariés et les élèves ingénieurs bénévoles de l'association. Un choix doit être fait entre l'approche professionnelle et la volonté d'offrir aux étudiants une réflexion poussée sur leur rôle autour du thème de l'ingénieur citoyen. Il fut même question d'abandonner totalement l'aide au développement ! Ainsi, dans la charte de 2002, la finalité de l'action d'Ingénieurs sans frontières est définie comme la lutte pour « un exercice harmonieux des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels au niveau mondial ». L'approche positiviste du développement par la technique laisse donc la place à la question de l'action d'un l'ingénieur « citoyen » vis-à-vis des grands enjeux de société. L'accent est également mis sur l'importance des échanges interculturels et la confrontation des expériences. L'action de l'association est donc fortement repensée. Cette nouvelle orientation renforce l'importance de l'accompagnement des groupes locaux notamment sur leur positionnement vis-à-vis de leurs partenaires.

Une volonté réaffirmée d'agir en lien avec le Sud

Après 30 ans d'existence bien que les projets d'assistances techniques restent les formes principales d'engagement dans des missions et la base des partenariats, de nouvelles actions et expérimentations apparaissent poussées au niveau de la coordination nationale et trouvant écho auprès des groupes locaux mais également des groupes thématiques d'ingénieurs qui commencent à se structurer. Les liens renforcés avec les autres initiatives nationales ISF à travers le monde offrent également de nouvelles opportunités de collaboration. Ces actions font évoluer le rôle des partenaires et la place de la technique dans les projets où le partage d'expériences, l'échange entre pairs et l'interculturel prend toute sa place.

Préambule

Éléments de contexte

Ingénieurs sans frontières (ISF) est une fédération regroupant 26 associations implantées en France dans 60 écoles d'ingénieurs. Ces « antennes » s'organisent pour certaines autour d'une approche territoriale (groupe local d'élèves-ingénieurs) et pour d'autres sur un domaine d'intervention précis (groupe thématique d'ingénieurs en activité)¹. Près de 600 adhérents, essentiellement des élèves-ingénieurs (85%) et jeunes ingénieurs, sont membres de l'association.

Les principales missions sociales de l'association sont : (i) la participation à des projets de développement et la construction d'échanges en lien avec les sociétés civiles des pays du « Sud » ; (ii) la sensibilisation du milieu des ingénieurs aux problématiques de Solidarité Internationale (SI) et de Développement Durable (DD) ; (iii) la réalisation et la diffusion d'études, d'analyses et de prises de position sur des sujets faisant le lien entre le monde des ingénieurs, les questions liées à la technique et les enjeux de SI.

Plus concrètement, la fédération accompagne les élèves-ingénieurs et les jeunes professionnels dans leur engagement pour la SI et le DD. Cet engagement se concrétise principalement par la réalisation d'actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) (animation de campagnes de sensibilisation, organisation de conférences, de débats, etc.) et par une mise à disposition d'expertise en appui à la réalisation de projets à l'international auprès d'un réseau de partenaires. Tous les ans, c'est 150 à 200 événements d'ECSI organisés en France et 5 à 10 missions de terrain réalisées à l'international (mobilisant entre 2 à 7 membres ISF par mission).

Consciente de la nécessité de devoir se réinventer pour répondre aux enjeux du développement durable en constante évolution, ISF interroge régulièrement ses pratiques d'intervention à l'international. Des actions « pilotes » sont initiées pour donner du fond à ces réflexions. Dans cette dynamique, ISF a entrepris depuis 2012 à l'occasion de ses 30 ans une réflexion autour de la mobilisation d'une expertise technique jeune et bénévole et de ses perspectives d'évolution.

Cadre de l'étude

Le travail de concertation et de capitalisation « **Quelles mobilisations et quels engagements en 2020 pour une expertise technique jeune, bénévole & citoyenne en lien avec le « SUD » ?** » est l'un des maillons du chantier de réflexion initié par ISF en 2012. Réalisé entre juin 2015 et juin 2016, il avait pour ambition d'initier un processus de concertation avec les partenaires et membres d'ISF pour mieux appréhender les évolutions de la demande en expertise jeune, citoyenne et bénévole. **L'objectif** était d'apporter des clés de lecture à ISF pour pouvoir, *in fine*, proposer à ses membres des formes alternatives d'engagement à l'horizon 2020 en adéquation avec le contexte actuel et les ambitions et valeurs d'intervention d'ISF.

L'orientation et le champ de l'étude se sont basés sur une **série d'hypothèses spécifiques et de questions stratégiques** (cf. tableau ci-dessous) tirées de réflexions et de questionnements au sein d'ISF. **France Volontaires, Étudiants & Développement et le Réseau Projection** ont été associés au cadrage et au pilotage de l'étude.

¹ Les groupes thématiques d'ingénieurs interviennent autour des domaines de l'Énergie, l'Eau, les Systèmes extractifs et l'Environnement, l'Agriculture et la Souveraineté Alimentaire.

La matrice de questionnement de l'étude

Hypothèses spécifiques de l'étude	Questions stratégiques de l'étude
La mobilisation des élèves-ingénieurs et des jeunes professionnels dans la solidarité internationale est importante et diverse au même titre que celle des autres étudiants.	Qu'est ce qui motive chez un étudiant l'engagement dans la solidarité internationale ? Quelles formes d'engagement intéressent le plus ? Quels actions, activités mettent-ils en place pour répondre à leurs ambitions ? Quels dispositifs, cadres leurs permettent de s'engager ? Leurs conviennent-ils ? L'engagement des élèves-ingénieurs est-il identique (niveau quantitatif et qualitatif) à celui des autres catégories d'étudiants en général ?
La solidarité internationale est appréhendée par ISF et ses membres autrement qu'uniquement comme une aide aux populations locales.	Quels sont les objectifs qu'ISF se fixe pour l'engagement de ses membres à l'international ? Qu'est ce que représente la solidarité internationale pour les membres ISF ? Quel rôle envisagent-ils pour un élève-ingénieur ? Quelles relations souhaitent-ils avoir avec les sociétés civiles du Sud ? Quels sont les changements attendus chez les membres ISF qui se sont engagés au sein d'ISF dans un projet en lien avec le Sud ? Quelle place, rôle, apport d'une expérience dans un projet en lien avec le sud dans le cadre d'un parcours d'engagement général au sein de la fédération ?
Les élèves-ingénieurs qui s'engagent dans une action de terrain au Sud sont en quête d'une expérience personnelle avant tout (le projet technique n'est qu'un support).	Quelle est la principale motivation des jeunes élèves ingénieurs dans l'engagement sur un projet dans un pays du Sud ?
L'engagement à l'international des jeunes élèves-ingénieurs leur permet de concrétiser et mettre à profit l'enseignement théorique qui leur est délivré.	Quelles compétences les élèves-ingénieurs pensent pouvoir apporter dans une démarche d'engagement à l'international ? Quelle légitimité à intervenir à l'international ? Quelles compétences ont finalement été mises à profit/exploitées? Quelles nouvelles compétences acquises ? (Ou nouveaux savoir-faire/savoir-être)
La matrice Nord-Sud basée sur des rapports « aide-bénéficiaire » ou « expert-bénéficiaire » peut -être dépassée par les membres ISF et se reconstruire autour d'échanges à l'international d'égal à égal entre pairs.	Comment travailler autrement avec les acteurs du Sud ? Que peut-on et doit-on partager à l'international avec les acteurs du Sud ? Qui peuvent être les acteurs du Sud ? L'ambition de coopérer avec l'international se limite-t-elle au pays du Sud dit « pauvres » ?
L'expérience de l'engagement à l'international peut être pour les élèves-ingénieurs une voie pour un engagement plus pérenne avec une vision d'utilité sociale en France.	Quels effets constate-t-on sur ces jeunes une fois mobilisés ? Qu'est ce que cet engagement à l'international a apporté en plus ? Que font-ils de leurs expériences une fois de retour ? Ces effets sont-ils conformes avec les attentes d'ISF ?
Les acteurs de la SI sont intéressés et motivés aussi par d'autres formes de collaboration avec des jeunes élèves-ingénieurs.	Qu'est ce qui intéresse les partenaires Sud ou ONG Nord intervenant au Sud dans cette mobilisation de jeunes bénévoles dotés d'une expertise technique ? Qu'est-ce qu'ils peuvent proposer comme différentes formes de mobilisation ? Les besoins de compétences techniques en provenance du Nord évoluent-ils ?
Il existe d'autres expériences et moyens de mobiliser des jeunes élèves ingénieurs à l'international qui répondent aux enjeux d'ISF.	Quelles structures proposent des dispositifs d'engagement à l'international autre que le projet qui peuvent répondre aux attentes d'ISF? Que pourrait-on proposer de différents ? Qu'est ce que peuvent apporter et partager des élèves-ingénieurs membres d'ISF dans une démarche d'échange à l'international ?

Méthodologie

L'approche

L'étude s'est réalisée à travers deux outils : **la réalisation d'enquêtes fermées « en cascade² » et l'organisation d'ateliers de concertation et réflexion**. Deux enquêtes ont tout d'abord été menées par ISF au premier trimestre 2016. Une à destination des ingénieurs (étudiants et professionnels), membres et non membres ISF, l'autre à destination des acteurs du secteur de la Solidarité Internationale (SI). Les résultats des enquêtes ont dans un deuxième temps été affinés en les mettant en débat au sein de groupes de travail. Ensuite, un premier atelier a été réalisé en mai 2016 lors d'un conseil d'administration d'ISF. Un deuxième atelier de réflexion a été mené en juin 2016 avec des représentants de structures associatives françaises.

Contenu de la publication et nature de la donnée présentée

Les travaux menés dans le cadre de cette étude n'ont pas pour ambition de s'inscrire dans une démarche formelle de production de connaissance mais vise à **donner des clés de lecture à ISF**. De plus, les sous catégories des enquêtes entraînent un gap important dans la taille des différents échantillons. De fait, les données chiffrées proposées ici doivent être considérées comme des tendances pour appuyer le débat et non des vérités statistiques. Pour élargir le débat, différents partenaires associatifs ont été invités à contribuer au travail de capitalisation à travers la rédaction d'encadrés. Plusieurs extraits d'articles de la revue Alteractif d'Ingénieurs sans frontières ont également été mis en avant de manière à illustrer les débats et les réflexions de l'association sur le sujet.

À travers ce travail de capitalisation et de diffusion, ISF espère que la réflexion qu'elle porte sur ses objectifs opérationnels pourra être reversée dans les propres réflexions des acteurs du secteur de la solidarité internationale.

Les personnes morales ou physiques enquêtées	
L'enquête quantitative à destination des ingénieurs et équivalents	262 enquêtés anonymes dont : 137 étudiants ingénierie ou équivalents en France (école ou université) dont 129 membres ISF passés ou présents. 110 jeunes professionnels dont 102 membres passés ou présents ISF 15 professionnels aguerris ou autres profils (professionnels 10 ans et plus, retraités, reconversion) dont 14 membres passés ou présents ISF.
L'enquête qualitative à destination des acteurs du secteur	36 enquêtés anonymes dont : 11 partenaires des groupes locaux ISF 11 structures d'accompagnement de volontaires 14 acteurs associatifs du secteur
L'atelier de concertation en CA ouvert	43 participants dont : 16 membres du conseil d'administration 13 autres membres de groupes et de la coordination nationale 4 salariés ISF
L'atelier de réflexion en groupe restreint avec les acteurs du secteur	10 participants représentant les organisations CFSI, EFFICOOP, France Volontaires, Étudiants & Développement, Aquassistance, La Guilde, ISF

2 Questions ciblées selon une typologie de répondants dans un même questionnaire entraînant de nombreuses sous catégories.

Les motivations des jeunes à s'engager sur des actions de solidarité à l'international

Les motivations des jeunes à s'engager sur des actions de solidarité internationale sont plurielles. On peut distinguer trois types de motivations distinctes mais fortement liées : une envie d'exprimer des valeurs, de se construire personnellement et de compréhension du monde.

Des motivations principalement axées sur le développement individuel

L'envie de découverte et d'apprentissage est le vecteur commun aux premières années d'engagement à l'international. Les futurs et jeunes ingénieurs ne font pas exception à cette règle. Cette motivation est celle majoritairement évoquée par les enquêtés (58 % des réponses – cf. tableau de bord p. 9). De même, la prise de conscience des réalités du monde telles que la misère ou l'injustice jouent souvent un rôle déclencheur³ à l'engagement. L'enquête confirme cette réalité en mettant en évidence le besoin d'agir (48 % des réponses) et la volonté d'exprimer des valeurs d'altruisme et d'humanité pour 45 % des sondés.

Pour autant, ces motivations ne sont pas exclusives. L'apport d'une expérience bénéfique pour sa carrière arrive en quatrième position des motivations, aussi bien chez les étudiants que les professionnels avec 18 % des réponses suivi de près par le besoin de se sentir mieux. Ces deux sources de motivation sont davantage exprimées par les jeunes professionnels (25 % et 19 %) que par les élèves-ingénieurs (13 % et 12 %).

Concernant les attentes des ingénieurs en matière d'acquisition d'expériences, une meilleure compréhension des problématiques de la région concernée, la prise en compte de l'interdisciplinarité, l'interculturalité et la prise de conscience de sa propre responsabilité sociale sont les trois axes qui ressortent comme prioritaires. Une plus grande capacité d'analyse par rapport au caractère global d'une situation et la capacité d'adaptabilité comportementale sont également soulignées par les enquêtés comme désir d'apprentissage. Ils renvoient à l'approche de « l'ingénieur citoyen » défendue par ISF dans sa charte et dans sa vision de l'ingénieur « idéal » formé par Ingénieurs sans frontières⁴.

La recherche de compétences à acquérir évolue bien évidemment avec son expérience mais aussi avec sa biographie. Ainsi, les étudiants enquêtés ont une attente plus forte en renforcement de compétences et en gestion de projet que les jeunes professionnels.

S'engager..., mais pour faire quoi ?

« Le développement des services de base » est le type d'action qui suscite le plus d'intérêt chez les membres ISF enquêtés avec 63 % des réponses. L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale intéresse quant à elle 49 % des enquêtés. Enfin, les élèves-ingénieurs et ingénieurs semblent avoir un intérêt marqué pour l'appui à la structuration de la société civile au Sud (ONG, syndicats, associations, etc.). La recherche de financement et la veille politique n'intéressent peu voire pas élèves ingénieurs comme professionnels. Néanmoins les membres d'ISF enquêtés n'excluent pas le fait qu'un étudiant puisse avoir comme rôle dans une action en lien avec le « Sud » la recherche de financement.

L'ingénierie de projet, toutes étapes du cycle projet confondues, reste la source d'activité majoritaire qui motive les élèves-ingénieurs et ingénieurs enquêtés (54 %). Les enquêtés se retrouvent principalement autour d'actions de sensibilisation et d'animation ou encore des activités manuelles de type chantiers internationaux ou équivalents.

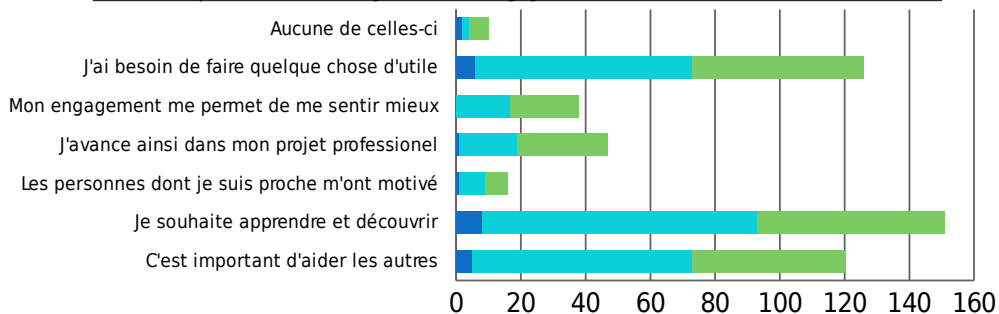
3 Cartographie des Engagements Volontaires et Solidaires, France Volontaires, 2013.

4 Vision définie dans le cadre de l'animation d'un dispositif de suivi-évaluation des effets d'ISF sur ses membres.

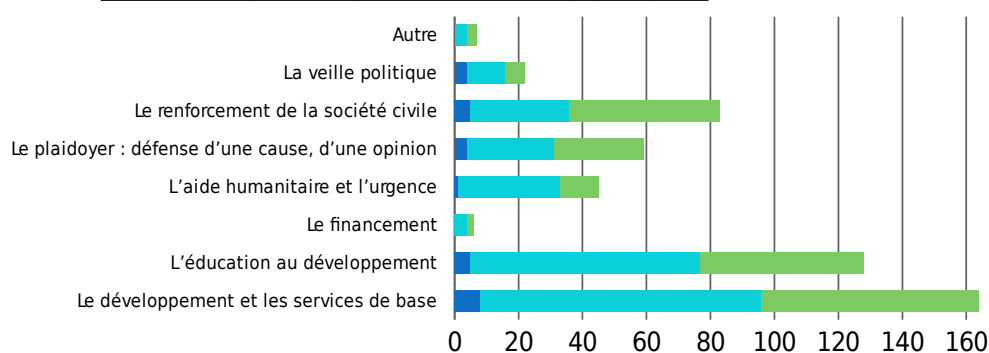
À souligner, **seul un quart des enquêtés considère l'apport d'une expertise technique (bibliographie, audit, conseil, etc.) comme une activité majeure en termes de motivation.** Enfin, l'expérience par la pratique et par le terrain reste ancrée dans les valeurs d'engagement et de mobilisation de la jeunesse. La moitié des membres ISF enquêtés considère l'apport d'une expérience projet en lien avec le Sud comme utile et un quart comme nécessaire.

Motivations des ingénieurs à s'engager dans la solidarité internationale Résultats d'enquête ISF, 2016

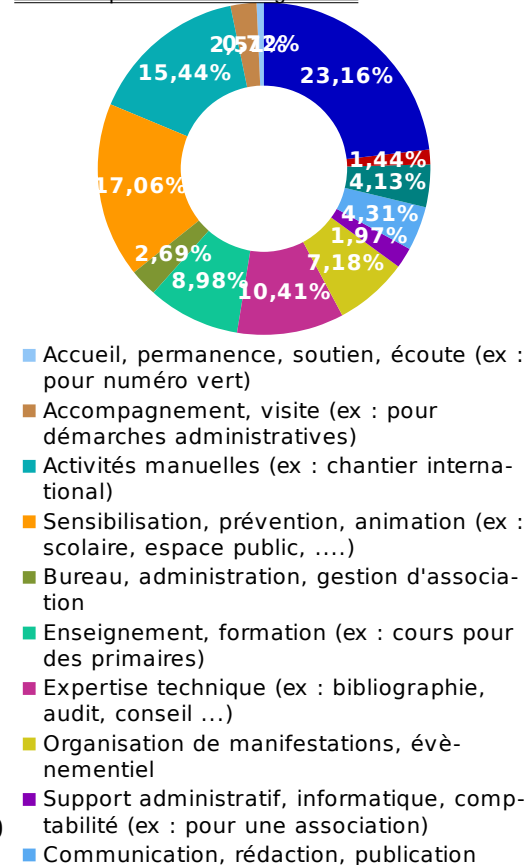
Motivations personnelles des ingénieurs à s'engager dans une action de Solidarité Internationale



Actions dans lesquelles les ingénieurs souhaitent s'engager en priorité



Activités qui motivent les ingénieurs



Des centres d'intérêt qui évoluent avec la durée d'engagement

La collecte de données 2016⁵ réalisée dans le cadre du dispositif de suivi-évaluation des effets d'ISF sur ses membres montre que l'engagement des élèves-ingénieurs répond à diverses sources de motivations, qui évoluent au cours des premiers mois d'engagement au sein de l'association.

Parmi les motivations initiales à s'engager à Ingénieurs sans frontières, 66 % des enquêtés indiquent le désir de rejoindre une association, souvent dite « humanitaire », afin de réaliser un projet dans un pays du Sud. « *Je savais que je voulais m'engager dans une association humanitaire cette année* », « *tout au début ce qui m'intéressait c'est le « projet Sud », en tout premier je pense. J'avais déjà bien envie de faire un projet de ce type* ». Il faut dire qu'au moment de leur engagement, la plupart des jeunes membres ISF enquêtés ne connaissent pas les projets d'ECSI en France, et seule une infime minorité d'entre eux fait la distinction entre action humanitaire et action de solidarité internationale. Peu à peu, grâce aux rencontres et discussions avec d'autres membres ISF, et à la participation à des premiers week-ends de formation, ces méconnaissances s'estompent. Cela passe par une meilleure définition des modes d'action : « *l'humanitaire c'est on va distribuer des médicaments, de la nourriture, des vêtements, c'est très bien, mais c'est sur le moment, on répond à un besoin urgent, alors que la solidarité internationale c'est essayer de répondre à un problème qui se résout sur le long terme* » ; et par une prise de conscience des réalités des pays dits « du Sud » et de leurs besoins, auxquels les actions humanitaires ne répondraient que partiellement. Cette prise de conscience bouleverse la vision qu'avaient les jeunes engagés de l'aide internationale, certains allant jusqu'à douter de son utilité : « *après la*

⁵ Collecte réalisée dans le cadre d'un stage par une doctorante - Céline ROSSLI - entre mars et juin 2016 (10 entretiens individuels / 2 focus-groupe / 1 atelier d'échanges)

formation ISF « S'engager dans un projet en lien avec le Sud » je m'étais beaucoup posé la question de l'utilité des opérations humanitaires [...] on avait soulevé la question de l'europanisation des pays en voie de développement, c'est un peu leur imposer notre type de société, du coup je m'étais vachement interrogé sur la nécessité ou pas d'aller aider, est-ce qu'il n'y a pas plus d'impacts négatifs sur la société là-bas que de positifs ».

Parmi les enquêtés disant être entrés à ISF avec pour motivation la réalisation d'un projet Sud, un tiers a changé d'avis durant leurs premiers mois d'engagement. Certains ont élargi leur champ d'activité au sein de l'association : « au départ j'étais plus entrée dans la perspective d'un projet dans un pays du Sud, et au final le développement durable et les actions qu'on peut faire localement ça m'intéresse aussi ». D'autres ont diamétralement réorienté leur activité : « finalement peut-être que je n'irai pas vers un projet au Sud mais plus vers la sensibilisation autour de moi », « je me suis dit que si jamais il fallait faire quelque chose ce serait d'abord changer les choses au soi-disant « Nord », montrer qu'ici on peut faire des choses intéressantes pour le développement durable ». Ceux qui poursuivent leur engagement dans un projet Sud en questionnent davantage l'aspect éthique et les impacts économiques et sociaux.

Solidaire ou solitaire ?

Extrait d'un article du n°68 de la revue d'Ingénieurs sans frontière - Juin 2009

« Se rendre utile en conduisant des projets de développement et œuvrer ainsi pour la réalisation des droits fondamentaux à l'échelle de la planète : ces nobles intentions sont à l'origine de la création des associations de solidarité internationale. Ces dernières regroupent des bénévoles qui souhaitent mettre à disposition du Sud leurs connaissances et leurs compétences, acquises le plus souvent dans leur parcours professionnel. Pourtant, force est de constater que la population qui désire s'engager est majoritairement jeune, et n'est donc pas la plus expérimentée. Cela se comprend par le fait que d'autres motivations jouent un rôle déterminant. » [...] « Partir en mission est en effet l'occasion d'aller « voir le monde », de quitter ses activités quotidiennes pour vivre une expérience unique, de se lancer à la découverte d'autres cultures. C'est également perçu pour beaucoup de jeunes comme un moyen de donner du sens à leur propre vie, pensant qu'être au contact des populations les plus fragilisées les fera réfléchir sur leur existence. On s'approche même parfois d'un besoin de compassion : vouloir se trouver auprès des plus démunis et partager leur dure réalité pour tenter d'effacer un sentiment de culpabilité occidentale face à cette pauvreté ? Les jeunes bénévoles souhaitent aussi partir pour se forger une première expérience, dont ils seront fiers et qu'ils pourront réinvestir au Nord : se sentir plus légitime dans son discours, pouvoir raconter son vécu. Les missions au Sud sont en effet l'objet d'une importante reconnaissance, qui influence nécessairement les comportements. Partir en Afrique aider les populations est plus valorisé que mener une campagne de sensibilisation au Nord. Nous sommes donc face à un comportement ambigu, où la mission solidaire sert parfois de prétexte à sa propre émancipation. Ces motivations personnelles sont cependant inhérentes à toute action bénévole : l'engagement est un choix, parfois contraignant, et l'individu ne donnera de son temps que s'il y retrouve un minimum de satisfaction. Il ne s'agit donc pas de condamner ces intentions, mais d'en prendre pleinement conscience avant d'aborder la mission. » [...] « Dans un projet au Sud, il est bien sûr fondamental de réfléchir au sens et à l'éthique des actions prévues. Mais la réussite de l'entreprise réside aussi dans l'analyse des motivations sous-jacentes des bénévoles. Il est préférable de rechercher la meilleure manière de concilier les objectifs de la mission et les aspirations singulières de chacun, en s'assurant que l'ensemble du projet conserve toute sa cohérence. Si la volonté de partir émane partiellement de l'envie d'apprendre d'une autre culture, il faut créer les conditions d'une rencontre interculturelle profitable. Si la découverte d'une autre région du monde est une motivation centrale, un temps peut être intégré à la mission pour cela. Cette introspection participe également à la pertinence des actions menées lors du retour : être convaincu des raisons pour lesquelles on part, c'est déjà penser aux résultats souhaités. Sans cette préparation, on peut présager que le bénévole reviendra avec une certaine frustration, et peinera à se réinvestir par la suite : il sera alors tenté par des projets plus personnels. La réflexion peut nous mener plus loin, jusqu'à abandonner même la volonté de départ dans le cadre associatif. Nos motivations individualistes peuvent se révéler incompatibles avec la démarche de solidarité internationale, et l'on pourra considérer qu'il existe d'autres manières d'ouvrir les yeux sur la réalité des autres. Car sans motivations claires au sein d'un projet réfléchi, on est finalement bien plus utile en France pour la solidarité internationale. Vouloir partir pour changer le monde, certes, mais ne perdons pas de vue que l'on peut tout aussi bien changer le monde par ses actions au quotidien. »

Mieux comprendre l'engagement des jeunes et des étudiants dans la solidarité internationale

Vincent Pradier, Délégué Général, Étudiants & Développement

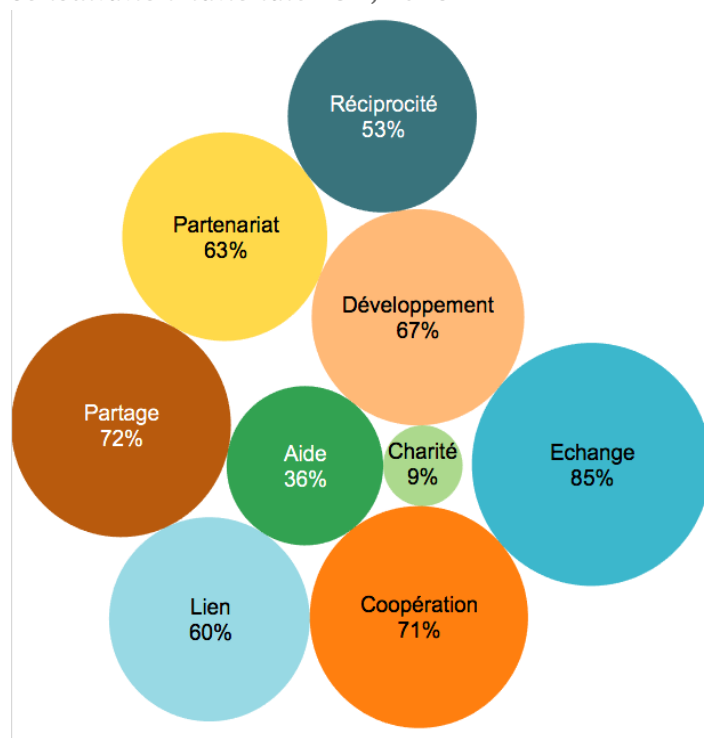
En 2015, Étudiants et Développement (E&D) a lancé une consultation nationale visant à mieux comprendre l'engagement des jeunes et des étudiants dans le secteur de la Solidarité Internationale (SI). Sur l'ensemble des enquêtés, 97 % d'entre eux affirmaient être interpellés par la question de la SI et cela suite à une participation à des projets de SI (64 %) mais aussi à une indignation face à l'actualité internationale (63 %).

Les mots évoquant la SI les plus rapportés furent l'échange (pour 85 % des répondants) et le partage (72 %). La moitié des participants ont cependant souligné que la SI restait un concept complexe à saisir. Ces mots ont été les plus associés au concept de partenariat à l'international. **La place des jeunes dans les projets de SI est évoquée comme importante et primordiale, indiquant une réelle conviction du rôle que les jeunes ont à jouer dans la SI.** Les projets à l'international et en France (Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale - ECSI) sont les deux types d'activités les plus rapportées (79 %). Ces projets sont principalement organisés en Afrique de l'Ouest et en Europe. Quatre cinquième des enquêtés rapportent être engagés dans une association. Ce sont 40 % de ces enquêtés qui ont indiqué que leur projet de solidarité internationale avait été mené avec une association étudiante. Le volontariat est cité comme deuxième moyen de réalisation d'un projet de solidarité internationale. Dans le cas des 16 % des enquêtés indiquant n'être engagés auprès d'aucune association, les principaux freins à l'engagement associatif sont une conciliation difficile avec leur emploi du temps (63 %), mais surtout un déficit en connaissance du milieu associatif (56 %) et des compétences à mettre à disposition (44 %).

Pourcentage de l'occurrence des mots évoquant

la Solidarité Internationale pour les répondants

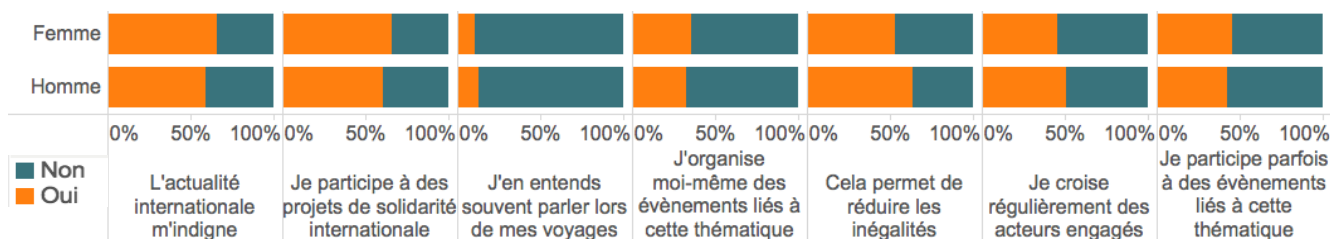
Consultation nationale E&D, 2015



L'enquête E&D a été menée en 2015. Elle s'est adressée à des jeunes et des étudiants, résidents en France, participant ou non à des projets de solidarité internationale (SI), investit ou non dans une association, mais ayant un intérêt pour la solidarité internationale. Cette consultation visait à mieux connaître les acteurs jeunes de la SI (du réseau E&D ou non), leur vision de celle-ci et leurs pratiques. C'est une majorité de jeunes, étudiants, avec un niveau d'études équivalent au master, vivant en zone urbaine qui ont répondu à la CN.

Motivations personnelles des étudiants (toutes catégories) à s'engager dans la Solidarité Internationale

Consultation nationale E&D, 2015



Les modes d'engagement solidaire des élèves-ingénieurs et des ingénieurs à l'international

À l'image de chaque biographie, le processus de mobilisation bénévole des jeunes, étudiants ou professionnels, se révèle souvent complexe. Il est notamment dépendant des statuts d'engagement existants, des représentations et valeurs personnelles et des cadres de mobilisation des acteurs du secteur. À ce titre, il peut être appréhendé de différentes manières. Zoom sur les facteurs d'influence à la mobilisation.

Des jeunes mobilisés autour d'un engagement associatif

Les structures d'envoi et d'accompagnement de volontaires à l'international se sont accordées autour de la catégorisation de trois différentes formes d'engagement de volontariats internationaux d'échange et de solidarité⁶. Chacune de ces formes d'engagement favorise les dynamiques de coopération et d'échanges entre les pays, les peuples, les cultures et les personnes.

Les vecteurs d'engagement des élèves-ingénieurs et des jeunes professionnels dans la solidarité internationale ne respectent pas pour autant un cadre formel d'engagement et ne s'inscrivent pas obligatoirement dans un dispositif préexistant. La concertation nationale d'Étudiants & Développement de 2015 fait ressortir que la moitié des premières expériences dans le secteur de la solidarité internationale se fait par le biais d'un engagement bénévole dans une association pour la concrétisation d'un projet (cf. encadré p. 10).

Les résultats de l'enquête menée par ISF viennent confirmer cette tendance où 35 % des étudiants et jeunes professionnels enquêtés se mobilisent aujourd'hui en s'engageant dans une association déjà existante. Cependant, d'autres formes de mobilisation plus individuelle comme l'adoption d'une consommation responsable sont également pour les membres ISF un mode d'engagement important en faveur de la SI (32 %).

La mobilisation des jeunes est donc plurielle et peut prendre plusieurs formes. D'une part parce qu'ils peuvent s'inscrire dans le cadre d'un bénévolat dont les contours juridiques et les objectifs restent souples ou d'actes symboliques voire militants. D'autre part parce qu'ils se situent à la **croisée des chemins entre le volontariat d'initiation et de découverte**, orienté vers l'action d'éducation et l'échange interculturel, **et celui de compétences**, axé davantage sur les échanges de savoir et savoir-faire.

Un intérêt des partenaires entre nécessité et principe d'intervention

Si « certains apportent des compétences absentes donnant une valeur ajoutée économique à leur présence, c'est surtout leur diversité d'approche qui enrichit les projets dans lesquels ils sont investis » (CEMEA, FAIVE, 2012). Cette tendance se confirme par les résultats de l'enquête d'ISF. Selon la trentaine d'acteurs du secteur interrogés, les étudiants et les jeunes professionnels apportent en majorité sur les actions de solidarité internationale (SI) une compétence technique (31 %) et/ou un point de vue nouveau ou « jeune » sur l'action (29 %). Le besoin d'une prise de recul, d'un regard croisé sur l'action - aussi bien sur un savoir technique que sur une façon de faire - est l'axe à retenir.

Si l'on s'intéresse plus spécifiquement au point de vue des porteurs de projets qui travaillent directement avec des groupes ISF d'élèves-ingénieurs, ces points se confirment avec cependant quelques nuances à remarquer en lien direct avec l'évolution des besoins sur le terrain.

6 Les volontariats d'initiation et d'échange, les volontariats d'échange et de compétences, les volontariats de coopération, d'appui au développement et d'action humanitaire cf. Charte d'Engagements VIES, France Volontaires. « Volontariat » englobe aussi bien les volontaires que les bénévoles. Il faut l'entendre au sens large du terme.

Les trois quart des acteurs de secteurs de la SI enquêtés confirment que les besoins ont évolué, tout d'abord parce que des compétences au « Sud » existent. Cependant ces compétences restent encore difficiles d'accès, aussi bien pour leur identification que pour leur financement. Ainsi, sans surprise, les partenaires des groupes locaux évoquent comme principales motivations à travailler avec les élèves-ingénieurs, le besoin de pouvoir bénéficier de forces de travail supplémentaires (22 %) et de répondre à des besoins techniques non disponibles sur le terrain ou dans leur structure (21 %). Autre nuance intéressante, l'enquête met en évidence que les trois quart (73 %) des acteurs du secteur sont tout autant intéressés par les étudiants que par les jeunes professionnels bien que la majorité d'entre eux (57 %) voit leur implication comme complémentaire sur un même projet et non similaire (7 %).

Cependant, le besoin de moyens supplémentaires pour concrétiser l'action n'est pas la seule source de motivation des porteurs de projets. Un cinquième des enquêtés parmi les partenaires des groupes locaux ISF enquêtés précisent qu'ils avaient pour volonté de permettre à des jeunes de se rendre sur le terrain. D'autres précisent qu'ils souhaitaient « *faire vivre leur territoire* », « *faire découvrir une autre culture* » ou encore « *approfondir les relations « Nord »-« Sud »* ».

Des acteurs du secteur mitigés sur la forme de mobilisation proposée

Les acteurs du secteur de la SI semblent en première approche peu nuancés sur la singularité de la ressource humaine « élève-ingénieurs ». Si leurs motivations, leur compréhension des enjeux et leurs capacités à concrétiser l'action semblent plutôt similaires aux autres profils de jeunes volontaires, une légère différence se fait toutefois ressentir au niveau de leurs compétences, définies par un enquêté comme « *plus ciblées, plus techniques* ».

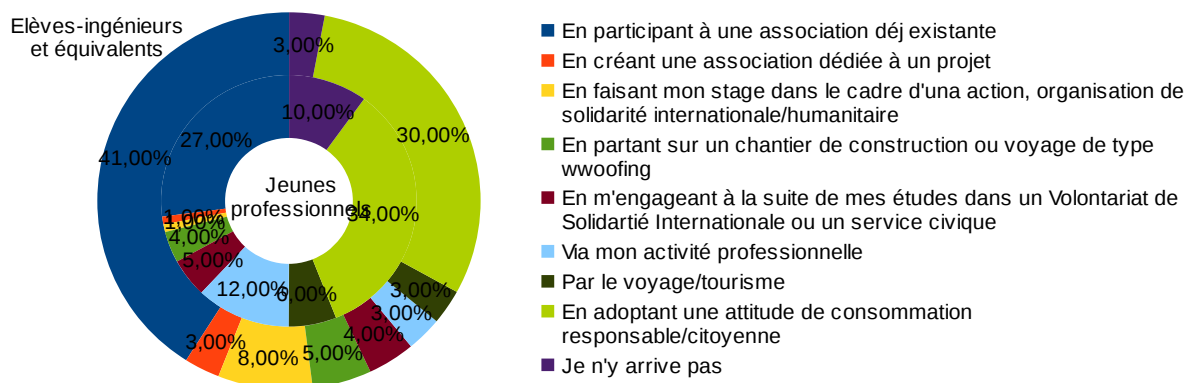
Quelques commentaires des praticiens permettent toutefois de nuancer : « *approche plus axée vers les compétences* », « *la formation mise en place reste plus importante que l'achèvement du projet sur lequel ils sont envoyés* », « *motivation plus concrète* », « *les projets concrets se réalisent plus facilement* », « *souvent un niveau de compréhension plus avancé* », etc. Cette singularité semble aussi être liée à l'accompagnement des jeunes réalisé par ISF. La majorité des accompagnateurs enquêtés pensent qu'un élève-ingénieur membre ISF présenterait des qualités supplémentaires par rapport à un non membre comme une « *approche globale plus marquée* » ou a été « *sensibilisé aux questions d'interculturalité* ».

Si l'unanimité des partenaires des groupes locaux ISF enquêtés confirme qu'il faut continuer à proposer cette ressource humaine, ces distinctions et la qualité de l'accompagnement proposé ne permettent pas de sortir de certaines difficultés « classiques » de cette forme d'engagement. Celles mentionnées par les enquêtés peuvent être regroupées en trois catégories : la désillusion (le projet d'intervention conçu n'aboutissant pas toujours), la compréhension du contexte d'intervention (singularité des problématiques, ordre de priorités, décalage entre technique proposée et réalité du terrain, etc.), ou du cadre partenarial (faible disponibilité des jeunes, respect du cadre, insouciance, etc.).

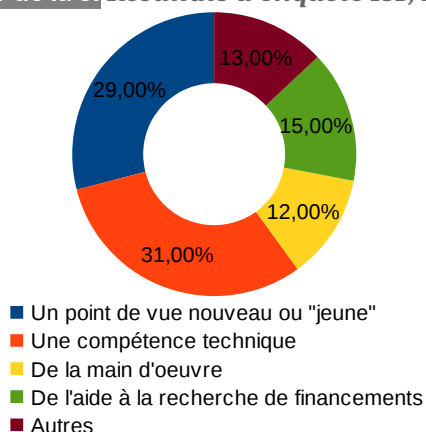
En axant l'analyse sur les motivations des porteurs de projet, on remarque qu'il est important que ces derniers ciblent leurs attentes envers le groupe de jeunes pour éviter toute insatisfaction. Plus le nombre de motivations initiales à s'engager avec un groupe local est important, plus la satisfaction du porteur de projet semble mitigée.

En conclusion, on peut dire qu'il existe un **décalage** entre les besoins des partenaires et la capacité des réseaux étudiants à pouvoir y répondre. Dans ce contexte, les dispositifs d'accompagnement devraient évoluer pour dépasser les seuls enjeux de la préparation au départ, de la rencontre interculturelle, de la bonne réalisation du projet et mieux **permettre aux parties-prenantes d'interroger leurs motivations respectives et de négocier des objectifs communs**. Il est aujourd'hui important de repenser les formes de mobilisation des étudiants et des jeunes professionnels pour un développement durable dans une relation partenariale équilibrée.

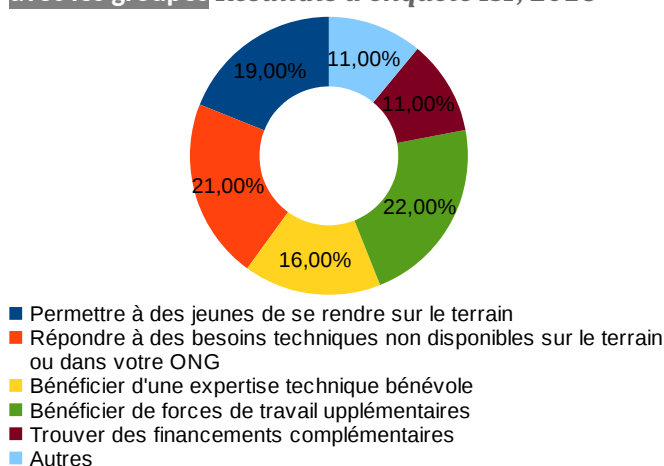
Engagements actuels des jeunes *Résultats d'enquête ISF, 2016*



Apport des élèves-ingénieurs selon les acteurs du secteur de la SI *Résultats d'enquête ISF, 2016*



Motivation initiale des partenaires ISF à travailler avec les groupes *Résultats d'enquête ISF, 2016*



Jeunesse et engagement volontaire : réflexion vers une nouvelle vision du volontariat

« monde » *Alain Raymond, Prospective et innovation, France Volontaires*

Dans un contexte de rupture ou de transition globale que la gouvernance mondiale et les politiques nationales peinent à maîtriser, l'engagement volontaire « monde » se situe à divers niveaux, du plus local au plus global. Il s'agit ainsi de passer d'un volontariat à l'international (encore empreint d'un certain néo-colonialisme et fonctionnant sur des échanges bilatéraux) à un volontariat « monde » qui, à partir de situations de terrain qui mettent en relation des volontaires de progrès et des bénéficiaires acteurs, procède par élargissements successifs, au sein d'espaces de circulations (faits de mobilités et de migrations), ouvrant à des coopérations (soutenues par des « centres de ressources et de prospective »), à des réconciliations (fondées sur de nouvelles alliances avec des entreprises et des collectivités) pour co-construire ensemble du bien commun.

Experte dans l'usage du numérique et des réseaux sociaux, la jeunesse est un acteur clé de la construction d'une société civile mondialisée, prête à s'engager à l'échelle planétaire sur des grandes causes d'envergure (faim, paix, démocratie), ainsi que sur les solidarités obligatoires (changement climatique, épuisement des ressources, biodiversité).

La jeunesse joue un rôle clé dans le volontariat et ses possibles évolutions : d'un côté, les jeunes, en période de transition entre études et emploi, constituent une part importante des volontaires. Cette éducation alternative, complémentaire du diplôme, permise par l'expérience sur le terrain au contact de populations variées, offre un excellent pont culturel pour découvrir, à l'extérieur de la zone de confort, l'étranger. D'un autre côté, on assiste à l'essor d'un volontariat plus professionnalisé qui concerne de jeunes diplômés, ayant fait des études supérieures tournées vers l'international, ayant multiplié les voyages, les expériences et les stages à l'étranger (souvent dans le cadre d'Erasmus) et qui vont chercher une expérience additionnelle et construire leur parcours professionnel. **Se pose alors la question de l'ouverture, dans un parcours citoyen et professionnel, de la mobilité solidaire à tous les jeunes.**

⁷ Débat prospectif élargi « Renouveler la vision que l'on porte sur l'engagement volontaire dans la solidarité internationale », Edith Heurgon, France Volontaires, 2014.

Expertise technique internationale VS expertise technique locale

Le besoin et l'accessibilité de l'expertise technique dans les pays du « Sud »

Les acteurs interviewés (ASI) s'accordent tous sur le fait que les besoins d'expertise et de compétences évoluent.

L'offre d'expertise technique issue des pays où interviennent les ASI augmente. Cette situation est le fait de la combinaison de plusieurs facteurs comme le retour au pays d'origine d'étudiants ou de jeunes professionnels après des cursus d'études à l'international, le développement des formations techniques initiales dans les pays, le renforcement des compétences ou la formation continue du personnel des ONG, les besoins d'un secteur privé qui se développe, etc.

Les formations initiales techniques se développent plus ou moins en fonction des pays et des continents. Cependant, elles ne sont pas forcément accessibles à tous les étudiants notamment pour des questions de coût (les formations privées croissent de plus en plus au regard des formations techniques publiques) et de présence dans les différentes régions. Les entreprises sont ainsi obligées de mettre en place leur propre formations, notamment en Afrique. Les contenus des formations, les savoirs et les connaissances acquises sont parfois jugés comme trop théoriques, ou d'un niveau trop faible pour certains types de projet. Globalement, elles ont besoin d'être renforcées.

Les avis des enquêtés sont ainsi très perplexes sur la suffisance (quantitative) de ces compétences techniques. 75 % des ASI et partenaires interviewés pensent qu'elles ne sont pas suffisamment accessibles (avec des variations en fonction des domaines de compétence). Les raisons invoquées sont notamment le coût de l'expertise. Les jeunes ingénieurs privilégient comme voie d'insertion les bureaux d'études et le secteur privé (plus rémunérateur) au détriment des institutions, organisations publiques ou associatives au service des populations. Dans les zones reculées, il n'est pas non plus facile d'identifier les acteurs pouvant proposer des prestations techniques. Les ONG intermédiaires interviennent souvent dans le cadre de projets nécessitant des financements. Pour les micro-projets bénévoles très nombreux, cette expertise est insuffisante et hors de portée. Dans ce contexte, le recours à une expertise bénévole gracieuse de la part de jeunes ingénieurs ou de retraités (ECTI, AGIR ABCD) ou via le mécénat de compétences est parfois privilégié au détriment de **compétences locales non identifiées ou coûteuses**.

Place et rôle de l'expertise Nord

Ce contexte nécessite de la part des ONG un questionnement permanent sur leurs approches d'intervention sur le terrain. Tous les interviewés s'accordent sur la nécessité pour ISF et plus généralement pour les ONG françaises de continuer à proposer une expertise technique. Ceci reste un souhait et une attente des acteurs Sud. Cependant, pour eux cette mise à disposition d'expertise doit obligatoirement se faire dans une approche de valorisation des compétences locales et dans une perspective d'échanges de savoirs (même si les conditions d'une véritable réciprocité ne sont malheureusement pas toujours réunies). La confrontation à une approche différente, à un regard nouveau, « jeune » (en ce qui concerne les membres ISF), est toujours intéressante. Plus particulièrement, **c'est sur de l'appui à l'innovation, à l'adaptation de technologies nouvelles que devrait se focaliser cet accompagnement**.

Les interviewés font également part de questionnements qui relativisent la pertinence de cet

apport d'expertise technique. Mises en avant, l'adaptabilité des techniques proposées au regard des contextes locaux et les potentielles situations de dépendance créées (pour l'entretien, vis-à-vis des matériels). Les solutions proposées sont souvent trop complexes. La spécialisation des techniciens du Nord est de plus en plus grande alors que les besoins des populations du Sud restent « généraux » et doivent être issus des savoirs-faire locaux pour être résilients. Enfin, les besoins se situent aussi de plus en plus sur de l'ingénierie organisationnelle et institutionnelle plus que purement technique. **Il y a besoin d'approches socio-techniques.** Les élèves-ingénieurs sont-ils suffisamment formés pour cela ?

En termes d'amélioration des pratiques, pour les acteurs interviewés il est important de prévoir dans les financements des budgets suffisants pour mobiliser de l'expertise locale. Un enjeu serait de travailler à l'identification et à la visibilité des compétences et expertises présentes, ou de celles à renforcer.

Les réponses aux enquêtes réaffirment donc bien des débats et des questionnements portés depuis bien longtemps par les acteurs de la SI (cf. article ISF) mais qui malheureusement au-delà des discours ne se traduisent pas par de véritables changements de pratiques.

Exemple d'un projet à forte composante technique appuyé par un groupe local ISF

Fin 2014, le groupe local Ingénieurs sans frontières Nantes est sollicité par l'association nantaise Bolivia Inti – Sud Soleil (BISS), qui promeut des modes de cuisson alternatifs en particulier en Amérique du Sud et en Afrique. Le projet proposé s'inscrit dans une campagne de mise en place de fours solaires dans les Andes (Pérou, Bolivie, Chili notamment), et s'appuie sur Inti Illimani, association partenaire bolivienne de BISS.

Les fours solaires étant déjà développés par BISS, c'est pour répondre à un autre besoin qu'ISF Nantes est intégré au projet. Celui-ci, identifié par les bénéficiaires du projet, porte sur la nécessité de recharger de petits appareils électroniques. L'idée retenue est d'intégrer au kit de four solaire existant une solution d'apport énergétique, afin de faciliter sa diffusion via le réseau déjà mis en place autour des fours. Le groupe propose de développer deux kits, l'un incluant un simple panneau solaire, le second un panneau plus conséquent et une batterie.

La première partie du projet, en France, consiste en l'étude et la conception de prototypes de kits, notamment via des formations, des recherches sur les spécifications techniques des différents composants et la modélisation informatique des résultats souhaités. Ensuite, sur le terrain en Bolivie, il s'agit de réaliser les premiers prototypes puis de les intégrer aux dispositifs préexistants de diffusion et de formation à la construction des fours solaires. Durant un mois, à La Paz, une première semaine est consacrée à la réalisation du premier prototype, de la recherche des fournisseurs locaux au montage à proprement parler. Puis le groupe se joint à une équipe d'Inti Illimani lors d'une formation d'une semaine sur la construction et l'utilisation des fours solaires dans un village bénéficiaire. Un premier kit est alors monté et testé en conditions réelles. Les premiers retours d'utilisation des bénéficiaires peuvent ainsi être collectés afin de vérifier que la solution proposée répond au besoin initial. Ce projet s'achève par la rédaction d'une fiche technique afin de permettre aux équipes locales de reproduire ces kits.

Dans ce projet, qui a mobilisé le groupe local sur une année, les élèves ingénieurs ont donc été amenés à concevoir des kits permettant la charge de petits appareils électroniques, à se documenter sur les solutions possibles, à réaliser ces kits, puis à « former » les acteurs locaux pour assurer la pérennité du projet.

Le sud a-t-il encore besoin des ingénieurs du nord ?

Extrait d'un article du N°59 de la revue d'Ingénieurs sans frontières - Octobre 2004

Pour Mamadou Camara, chargé d'appui aux programmes AFVP (1) au Sénégal, « les missions des acteurs du Nord ont considérablement évolué, passant du 'faire', au 'faire-faire' et à l'accompagnement dans la mise en œuvre d'activités sur des secteurs bien précis. » Conséquence, l'AFVP est aujourd'hui plus attentive au « savoir-être » qu'au bagage technique des volontaires qu'elle recrute. [...] Cette mise à l'écart de la technique peut aussi se lire dans la trajectoire de certaines ONG comme le Gret (2). Henri Rouillé d'Orfeuil, chercheur au Cirad (3) et président de coordination Sud (4), rappelle que « le Gret s'est développé dans les années 1970 sur une entrée très technique, en proposant une approche comparative partant du principe qu'il n'y a pas un monopole de la technique qui viendrait du Nord ». Cette ONG militait pour une étude approfondie des techniques locales afin de les améliorer sans bouleverser les structures sociales. Qu'est-elle devenue aujourd'hui ? « Une fois le Gret lancé, il y a eu beaucoup de débats qui ont mis un peu à l'écart l'entrée technique en disant que les problèmes étaient plus organisationnels ou politiques. » [...] Pour Henri Rouillé d'Orfeuil, « la plus value technique est essentielle au yeux des acteurs du Sud ». Didier Pilot, directeur adjoint du Cnearc (5) et ex-directeur des programmes au Gret en rajoute : « Les ONG locales, les syndicats de producteurs locaux sont demandeurs de compétences techniques. Ceci est d'autant plus vrai en Amérique Latine et dans certains pays d'Asie, où il existe un bon tissu d'ONG locales qui maîtrisent la communication et l'animation » et sont en mesure d'avoir des exigences très précises en matière technique. « Le développement des compétences locales amène les ONG du Nord, si elles souhaitent rester complémentaires, à mobiliser encore plus de compétences techniques ». La technicité reste donc un gage de légitimité et de pertinence. « Au Cambodge, ajoute Didier Pilot, l'action du Gret en matière d'hydraulique se situe vraiment dans l'action sociale et institutionnelle. Mais il serait difficile de négocier des compromis avec l'Etat et les acteurs qui interviennent sur un périmètre d'irrigation sans avoir une assise technique solide en hydraulique rurale. » [...] A l'image d'un médecin ou d'un enseignant, l'ingénieur peut-il agir seul en coopération, en s'appuyant simplement sur son bagage technique ? Pour Mamadou Camara, le positionnement du coopérant est essentiel : « Il est donc soit dans une logique d'assistance technique, soit dans une posture qui favorise les échanges et la complémentarité aux plans professionnels et culturels. » Pour Henri Rouillé d'Orfeuil, « l'échange, ce n'est pas simplement un doux terme humaniste, c'est une pratique professionnelle déjà répandue dans le monde, par exemple, de la recherche. Chercheurs et ingénieurs du Sud ne sont pas demandeurs de solutions qui viendraient d'un grand frère du Nord. Ils veulent entrer dans un système d'échanges global qui brasse un maximum de références issues de tous les continents. La coopération est un potentiel d'échanges de propositions, d'élargissement de références entre des pratiques testées en Inde, en Bretagne ou au Brésil ».

« La plus-value des acteurs du Nord, c'est leur capacité à être des intermédiaires, des mobilisateurs de réseaux, des agitateurs de systèmes de recherche-développement », conclue H. Rouillé d'Orfeuil. Face à des cadres du Sud qui, pour Didier Pilot, « ont souvent une approche analytique des problèmes », les attentes vis-à-vis d'ingénieurs du Nord ne se situent pas dans l'épaisseur de leur bagage technique mais dans leur capacité à maîtriser et à synthétiser plusieurs langages : celui de l'utilisateur, du producteur, du chercheur. Selon Henri Rouillé d'Orfeuil, « il faut être capable de repérer les savoirs et les expériences. Ce n'est pas tant un problème de négation de la technique, en disant que le problème est ailleurs, mais d'évolution de la position de l'ingénieur qui ne doit pas considérer qu'il a une réponse aux problèmes, mais qui doit être en mesure d'organiser les savoirs, de les rendre mobilisables, de les faire diffuser ».

(1) Association française des volontaires du progrès

(2) Groupe de recherche et d'échanges technologiques.

(3) Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

(4) Coordination solidarité, urgence, développement.

(5) Centre national d'études agronomiques des régions chaudes.

Vers une diversification des engagements ici et là-bas

Actuellement, la mobilisation des étudiants en lien avec le « Sud » est axée autour du cycle projet. Étude de faisabilité, aide à la recherche de financement, mise en œuvre, actions d'ECSI au retour, etc. Réflexions sur les facteurs à prendre en compte pour repenser les formats d'engagement des jeunes bénévoles.

Pour quels besoins ?

Du point de vue des élèves-ingénieurs bénévoles enquêtés, l'engagement solidaire s'inscrit à la fois dans une démarche d'intérêt général mais aussi dans un processus de construction personnelle. Il s'inscrit de fait dans un parcours de vie et une fluctuation des motivations et des besoins. La dimension professionnelle de la mobilisation des jeunes a tendance à être relayée au second plan des facteurs d'influence. Or, elle peut être mise au centre même de la démarche, tout spécifiquement pour le public des membres ISF chez qui l'engagement est un outil au service d'une démarche politique pour devenir un « ingénieur citoyen »⁸.

D'un autre côté, pour les acteurs de la coopération en général et les porteurs de projet en particulier, développer une action mobilisant un groupe d'étudiants est devenu un projet en soi. Il ne s'agit plus seulement de le positionner en appui à un projet de développement mais **il est désormais nécessaire d'intégrer ces volontaires dans une démarche globale d'autonomisation, d'échanges et de co-construction coordonnée avec des acteurs pluriels**. Consommateur de temps pour son encadrement, il existe donc une réelle dualité entre nécessité et contraintes opérationnelles liées au projet d'une part, et valeurs d'engagement et volonté partenariale avec la jeunesse d'autre part.

Ces constats renvoient au positionnement du bénévole par rapport à l'action. Doit-on positionner l'élève-ingénieur ou le jeune ingénieur au centre de son parcours d'engagement et donc de sa propre construction personnelle ou doit-on se concentrer sur la réponse aux besoins des porteurs de projets ? Un juste équilibre entre les deux besoins, attentes et motivations, est à rechercher.

Le positionnement de cette ressource humaine bénévole autour d'un échange et d'un apprentissage mutuel doit être repensé. Il doit se baser sur les capacités réelles d'engagement des étudiants et des jeunes professionnels à se mobiliser et s'investir de manière organisée et efficace sur l'action. Elle doit aussi pouvoir répondre à la diversité des acteurs.

Les structures d'accompagnement et de formation doivent ainsi pouvoir proposer un éventail de formes d'engagements en lien avec les capacités structurelles du partenaire potentiel afin de faciliter la rencontre entre ces deux acteurs de développement.

Pour quelles relations partenariales ?

Avec l'évolution des approches de coopération « Nord » - « Sud » et la professionnalisation des associations, les cadres d'engagement se sont complexifiés. À l'instar des projets et programmes d'appui au développement, la mobilisation des volontaires doit s'inscrire dans **une démarche d'autonomisation des acteurs**. En écho avec les dynamiques partenariales, elle doit être pensée en référence à des finalités communes d'ordre supérieur, voire politique et des modalités d'engagement plus équilibrées. Enfin, en réponse à l'évolution des formes d'engagement et à la raréfaction des ressources de l'aide, l'engagement ou plutôt les actions qui en découlent doivent être intégrées dans **un itinéraire d'engagement aux modalités contractuelles et formes souples et évolutives**.

8 Manifeste pour une formation citoyenne de l'ingénieur, ISF. www.isf-france.org.

Le CEMEA⁹ souligne que la relation d'engagement ne pouvait plus se concevoir comme celle de l'aide, autrement dit du don fait par le « Nord » vers le « Sud », mais comme celle d'un échange réciproque dans lequel l'approche éducative prendrait le pas sur les finalités de coopération et de développement. La réciprocité dans les échanges est un concept maintenant admis dans le secteur de la SI. Elle n'en est pas pour autant appliquée. Les freins administratifs sont souvent évoqués comme contraintes. Bien que réels, ils ne sont que la partie visible de l'iceberg puisque le concept de réciprocité et les formes de partenariats ou d'engagements pour le mettre en œuvre qui y sont associés ne se réduisent pas à la libre circulation des personnes. Il interroge tout d'abord les pratiques d'une structure et sa dynamique interne. Il suppose aussi de revoir un positionnement de l'aide, non plus axé sur le manque et les réalités matérielles, mais d'envisager les potentialités d'apprentissages et d'apport que l'autre peut offrir¹⁰. La recherche d'une réciprocité est une démarche transversale à introduire dans toutes les formes bénévoles et citoyennes d'engagement des jeunes.

L'ouverture doit également se construire autour des parties prenantes elles-mêmes. L'échiquier des acteurs œuvrant pour le développement durable est en constante évolution. Les ONG, comme les acteurs du « Nord » n'ont plus le monopole du « savoir ». Des innovations en termes d'approches et de techniques sont initiées par des entrepreneurs du « Sud », des fondations d'entreprise, etc. Repenser les formes d'engagement des élèves-ingénieurs et jeunes professionnels c'est aussi repenser ses liens partenariaux. Dans un contexte où les partenariats public-privé sont de plus en plus encouragés pour un meilleur accès aux services de base, il convient de décloisonner les schémas partenariaux « type ».

Partenariat Nord-Sud : « Il faut décoloniser les esprits »

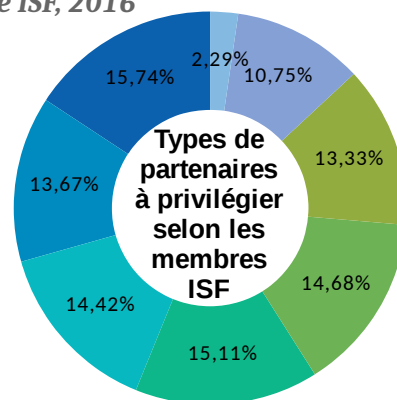
Extrait d'un article du N°66 de la revue d'Ingénieurs sans frontières - Juin 2008

Le partenariat Nord-Sud repose globalement sur les mêmes principes que le partenariat entre deux acteurs du Nord. Cependant la dimension interculturelle rend cette démarche de coopération plus complexe, voire truffée d'embûches, aboutissant souvent à des échecs. S'engager dans un partenariat Nord-Sud nécessite d'initier un véritable échange interculturel. Il faut tout d'abord déconstruire les relations et opérer véritablement une « décolonisation des esprits » et « tuer le mythe du sauveur ». [...] « En s'engageant dans des actions de coopération, les acteurs du Nord doivent également se baser sur l'hypothèse que les ressources locales existent (qu'elles soient humaines, techniques, sociales, naturelles) et chercher à les valoriser ». [...] « L'évolution des pratiques de partenariat est lente, des changements de positions importants doivent intervenir à de nombreux niveaux. On peut se poser la question de savoir si les acteurs du Nord sont aujourd'hui en capacité de penser qu'ils peuvent apprendre du Sud. La réciprocité est souvent conçue par ces acteurs uniquement comme un moyen soit de promotion d'échanges culturels soit de mobilisation et valorisation des communautés de migrants de son territoire. Face aux enjeux de la mondialisation, les pratiques et modes d'organisation des sociétés du Sud peuvent pourtant contribuer à maîtriser ses effets déstructurants. On constate encore que la coopération se matérialise par un transfert de techniques, de savoirs du Nord vers le Sud. On plaque des logiques sans prendre en compte leur adaptabilité. Il est nécessaire d'adapter les savoirs du Nord afin que ceux-ci puissent régler des problèmes au Sud sans pour autant créer de nouveaux besoins et imposer un « bagage culturel ». Il n'y a pour le moment qu'une remise en question superficielle de la fonction, du mode de pensée et du système d'aide des sociétés du Nord. Tant qu'elles ne sauront pas appréhender leur propre pauvreté, elles ne pourront pas appréhender celle que l'on rencontre au Sud. »

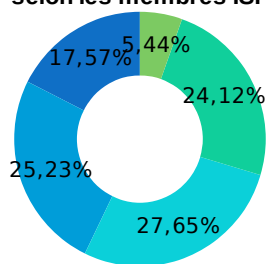
9 Actes de la rencontre Forum des Acteurs et des Initiatives de Valorisation des Engagements de VIES (FAIVE), 2012.

10 Cartographie 2013 des Engagements Volontaires et Solidaires à l'Internationale, Frances Volontaires.

Formes de collaboration		Niveau d'intérêt pour les membres ISF
Dans le cadre	D'une relation de longue durée	à privilégier voire absolument nécessaire
	D'une relation contractualisée	pas obligatoire mais à privilégier
En privilégiant	les pays de l'hémisphère Sud	pas obligatoire mais à privilégier
	les pays dits « pauvres »	pas obligatoire mais à privilégier
	Les organisations d'ingénieurs	pas obligatoire mais à privilégier
A travers	des missions au Sud	à privilégier mais pas obligatoire
	des missions en France	à privilégier mais pas obligatoire
	Des échanges à distances	à privilégier mais pas obligatoire
	La mobilisation d'acteurs comme intervenants lors de formations, manifestations	à privilégier voire absolument nécessaire



Rôles qui pourraient être tenus par les élèves ou jeunes ingénieurs, selon les membres ISF



- Aide au financement
- Apport de compétences techniques pour la réalisation d'un problème concret
- Appui à l'appropriation technique et à la vulgarisation
- Apport d'expériences en vue d'échanges autour d'une problématique
- Aucun

Appréhension de l'évolution des besoins au « Sud »

- Les compétences au Sud existent sur les aspects techniques (peut dépendre du domaine)
- Les compétences autres que techniques méritent d'être renforcées (contexte interculturel à appréhender, gestion du « background », etc.)
- Les compétences sont difficiles d'accès (identification RH et financement)
- Difficultés pour la réciprocité et vision « Nord » - « Sud » à faire évoluer

En conséquence, les besoins tendent vers :

- La recherche de financement
- L'ingénierie sociale, institutionnelle et organisationnelle (montage de projet, mobilisation des acteurs, etc.),
- L'échange, communication, connaissance mutuelle
- L'innovation technique et l'adaptation/l'appropriation de nouvelles techniques.

- Des organisations de pairs (élèves ingénieurs et/ou ingénieurs du Sud)
- des associations de villageois
- des associations d'ingénieurs professionnels
- des ONG internationales et leurs contacts locaux
- des collectivités locales
- des entreprises/coopératives
- des syndicats
- aucune

Piste de réflexion sur les intérêts potentiels des partenaires « Sud »

- Le bénéfice d'une compétence technique gratuite
- Le bénéfice de compétences techniques non disponibles dans le pays d'accueil
- L'envie d'échanger avec les jeunes d'autres pays
- L'envie de faire découvrir et partager son quotidien
- Des possibilités de faire financer son projet
- S'insérer dans un réseau et/ou conduire une action collective
- Etc.

Pour quelles finalités ?

Dans cette recherche d'évolution, il est important de ne pas perdre le lien avec les spécificités des contextes d'intervention et avec les motivations et besoins des acteurs du « Sud » (même si cette terminologie semble peu à peu dépassée, et qu'elle tende vers une approche à l'échelle du « monde »).

Pour Ingénieurs sans frontière, il s'agit de réinventer ses actions en lien avec les acteurs du « Sud » autour de trois principaux objectifs ¹¹ :

- Renforcer les capacités pour l'amélioration des conditions de vie locale et la réduction des dépendances génératrices d'inégalités ;
- Échanger des expériences locales afin d'identifier des problématiques plus globales aussi bien lors de missions opérationnelles que dans le cadre de notre activité professionnelle ;
- Construire des réponses communes à travers des espaces de discussions et de questionnements contribuant à l'approche multidimensionnelle des projets et des problématiques. ISF désire, par ailleurs, s'insérer à sa mesure dans des réseaux solidaires de partenaires, voire en être l'initiateur.

Le sujet de réflexion étant orienté sur la mobilisation des jeunes mais plus spécifiquement des ingénieurs, le positionnement de la technique dans l'action est aussi à interroger (cf. article p. 19). Dans les formes d'engagement qui pourraient être proposées, la technique serait utilisée comme un outil, un sujet et non plus comme finalité. **L'action de SI servirait de support pour enseigner l'esprit critique, l'autonomie et la réflexivité.**

La recherche d'innovation et la mise en place d'action pilote est aussi l'une des finalités recherchées par les parties prenantes. Les travaux collectifs et les échanges interculturels, renforcés par l'esprit d'initiative et de créativité de la jeunesse, sont certainement un terrain fertile à l'innovation.

11 Note ISF « Notre engagement avec le Sud » - octobre 2011

Ingénieurs citoyens et solidaires en lien avec le Sud : quels défis à relever dans les dix prochaines années ? » Extrait de l'article du N°75 de la revue d'Ingénieurs sans frontières- Décembre 2012

Jean-Louis Vielajus, président de Coordination Sud et délégué général du CFSI

« Nous sommes positionnés depuis quarante ans dans une logique Nord-Sud réparatrice, centrée sur l'aide publique au développement pour les pays les plus pauvres, les politiques de lutte contre la pauvreté, etc. Tout cela est en train d'être bouleversé très rapidement du fait que les pays riches sont de moins en moins riches – et ne sont plus les seuls à être riches. Cette aide importée, que l'on définit lors de rencontres dans des sphères internationales, est aujourd'hui contrebattue par d'autres politiques qui ne s'embarrassent pas de cette approche mais sont dans une démarche contractuelle. Des pays comme le Brésil ou la Chine changent la relation qu'ils ont avec les pays du Sud et nous obligent à repenser la nôtre. [...] Demain, il y aura des flux d'aide au développement publics mais aussi des flux de coopération du secteur économique et notamment des entreprises. Les États, les ONG et les collectivités territoriales ne seront plus les principaux acteurs du développement, ce seront les organismes de financement liés aux États et les entreprises. Pour Ingénieurs sans frontières, au vu de son identité, la question qui va se poser à l'avenir est ce que font les entreprises à l'international. [...] Les membres ISF ont de l'expertise sur un ensemble de questions techniques qui se posent en France et à l'international. Personne d'autre ne pourra mettre sur la table une telle expérience. ISF, de ce point de vue, est un creuset de production et de mise à disposition d'expertise citoyenne. C'est un positionnement d'avenir pour ISF, en lien avec la question de la mise en réseau avec les organisations d'ingénieurs du Sud. »

Youssef Cisse, consultant international et membre du comité de pilotage du programme « Société civile et participation » du CFSI

« Du côté du Sud, les acteurs ont fait en partie le bilan de leurs relations de partenariat avec les acteurs du Nord. Beaucoup d'organisations du Sud étaient dans une logique de revendication, voulaient un lien plus direct avec les décideurs et les donateurs, étaient opposées à la logique de l'offre. Aujourd'hui, les gens se demandent comment travailler ensemble et comment réorganiser les relations autour d'enjeux globaux qui ne sont pas seulement des enjeux du Sud. On est vraiment dans la redéfinition de la question de l'engagement au Sud : qu'est-ce que l'on fait ici, qu'est-ce que l'on fait là-bas ? [...] L'engagement citoyen est l'élément le plus commun à tout le monde et sur lequel il faut bâtir ces relations. [...] Il est important que la réflexion que porte ISF sur le milieu des ingénieurs puisse trouver écho ailleurs et notamment au Sud. Le niveau et la durée de la réflexion qu'il y a eu à ISF sont intéressants à rapporter aux grandes écoles et formations techniques des pays du Sud, où il n'y a pas ou peu de réflexion sur le sens des formations. Aussi, comme porte d'entrée pour bâtir une relation partenariale avec le Sud, il peut être intéressant de mettre cette expérience dans la valise d'ISF pour engager des débats : pourquoi on étudie, comment servir notre engagement citoyen, comment servir le développement de notre pays ? »

Nicolas Herren, directeur du Centre d'information et d'études sur le développement local (CIEDEL), ancien délégué général d'ISF de 1994 à 1996

« Il existe maintenant énormément d'organisations de la société civile en Afrique, qu'elles soient communautaires ou dans les collectivités locales. Toujours dans une logique de partenariat, l'enjeu pour les acteurs du Nord et du Sud est de voir avec qui ils partagent les mêmes idées et de déterminer comment changer le monde ensemble [...] Ce n'est pas une histoire de technique mais de modèle de société que l'on souhaite, en France et en Afrique. [...] Parmi les trois grands types d'acteurs que sont les pouvoirs publics, les acteurs économiques et la société civile, ISF est à la fois une association de la société civile et un groupement d'ingénieurs ou de futurs ingénieurs, donc dans le monde économique. ISF a la particularité de cette double posture. De ce fait, une des responsabilités d'ISF et de ses membres est de questionner ce que fait l'ingénieur, en tant qu'individu acteur dans l'entreprise, avec cette compréhension du monde et des rapports Nord-Sud. Comment devenir citoyen, citoyenne d'un monde responsable ? Qu'est-ce que c'est qu'un ingénieur socialement responsable ? »

Des formats d'engagement diversifiés pour une expertise technique bénévole

Repenser l'engagement bénévole des élèves-ingénieurs et jeunes ingénieurs autrement que par une mission technique revient à revoir le positionnement de ces derniers par rapport à l'action elle-même. Des formes de mobilisation « alternatives » existent. Cependant, leur généralisation dans une démarche de structuration et d'encadrement de la mobilisation renvoie à d'autres questionnements aussi bien sur la faisabilité d'une telle démarche que sur sa pertinence.

Formes d'engagement potentielles, pertinence et exigences

➤ Vulgariser les techniques et les approches innovantes

Vulgariser les connaissances techniques et leurs impacts, leurs limites et les rendre accessibles à tous répond à un besoin d'accès à l'information autant pour le grand public que pour les équipes de projet généraliste. Ce travail peut s'inscrire dans une approche de renforcement de capacités de la société civile qui est un facteur motivant pour les élèves-ingénieurs et jeunes ingénieurs enquêtés.

Néanmoins, la vulgarisation et la valorisation des connaissances renvoient aussi parfois au droit d'utilisation d'une technique, qui peut être brevetée. Elle pose alors la question de l'exploitation ou de l'utilisation d'une technique, cette fois-ci d'un point de vue juridique. Dans ce contexte, le développement et la mise à disposition de données et d'informations sur des technologies et techniques « libres de droit » et « appropriables » peut être un enjeu à relever pour la mobilisation d'élèves-ingénieurs et jeunes ingénieurs.

La complexité de l'exercice de vulgarisation est également souvent sous-estimée. Il nécessite pourtant un certain bagage en termes de connaissances et d'expérience, des capacités d'analyse et de synthèse fortes et une certaine créativité. En effet, les difficultés à s'adapter au contexte local et aux réalités/enjeux d'un projet et d'adapter la technique sont l'une des principales difficultés de collaboration entre bénévoles et praticiens qui ressort des enquêtes menées par ISF auprès des acteurs du secteur. Ainsi, si l'action de vulgarisation répond d'une certaine manière à l'accessibilité d'un apport technique pour l'action, en comblant à un certain niveau le besoin du porteur de projet en compétence technique, elle reste peu réaliste pour des jeunes encore en formation. Ces formes d'engagement seraient peut-être plus facilement réalisables via la mobilisation de groupes mixtes intergénérationnels, voire interculturels sur une thématique ciblée.

Enfin, pour réussir à mobiliser les jeunes dans le temps, les finalités opérationnelles devront aussi être privilégiées, mais hors cadre d'un projet pour que **le calendrier de ces travaux** ne soit pas calqué sur celui du cycle de vie d'un projet de coopération.

➤ Capitaliser les expériences

Les besoins en innovations techniques mais aussi et surtout en matière d'approche (innovation sociale) restent fortement cités par les acteurs associatifs interrogés comme des manques à combler. Sur le terrain, des innovations sont menées quotidiennement, mais elles font rarement l'objet d'une formalisation et d'une diffusion large. La nécessité de capitaliser sur ces savoir-faire est devenue aujourd'hui une évidence. Les étudiants et jeunes professionnels pourraient peut-être jouer un rôle dans ces apprentissages collectifs.

Capitaliser c'est prendre du recul sur l'action, la jauger, échanger avec les autres, pour enfin apprendre de l'action. C'est aussi partager cet apprentissage et le mettre au service des autres et ainsi contribuer à l'amélioration des pratiques. De même, capitaliser ne consiste pas à se tourner vers les recueils de bonnes pratiques. Il s'agit aussi de réfléchir sur les difficultés rencontrées lors de l'action pour en comprendre les origines et ainsi apprendre « de ses erreurs » (cf. encadré ci-joint sur l'action du réseau projection). La mobilisation d'étudiants pour ce type d'actions de capitalisation nécessiterait un encadrement organisé et exigeant par les partenaires du projet, tout particulièrement dans le cas de missions sur le terrain. Enfin, les besoins des porteurs de projets évoluent en fonction du contexte d'intervention et de leur propre contexte interne (niveau de structuration, ressources humaines et compétences disponibles, valeurs d'engagement, moyens financiers). Face à la complexité des interactions sur une action, il serait aussi important de cibler un objectif précis et réduit à atteindre.

Plus concrètement, il semble pertinent de proposer l'implication des élèves-ingénieurs dans des publications collectives autour du recueil d'expériences, la mise en place d'échanges (rencontres, groupes de travail, etc.) entre acteurs « Nord » et acteurs « Sud » autour de la construction de compétences collectives, ou encore les échanges entre pairs. Les sujets à capitaliser ne se focaliseraient plus exclusivement sur l'action de développement. Le champ des possibles reste vaste. Axer par exemple les chantiers de capitalisation sur les manières de faire semblerait pouvoir répondre aussi bien à une demande des acteurs du secteur de la SI (l'ingénierie sociale prenant le pas sur l'ingénierie technique) qu'à celles des ingénieurs bénévoles (qui définissent comme prioritaire d'établir des relations de longue durée avec les partenaires).

Pour la réussite de telles activités, la mise en réseau des acteurs est un pré-requis ainsi que le développement d'outils communs. Pour ne pas se perdre dans une approche « monde », il sera nécessaire d'initier des projets pilotes à l'échelle d'un ou deux pays autour de points communs. **Les échanges entre pairs** semblent l'une des formes d'engagement incontournable pour cet axe de mobilisation.

➤ **Intervenir et expérimenter pour la concrétisation d'un projet de développement durable**

Les interventions sur des projets de développement restent l'un des formats d'engagement historiques en matière de mobilisation des jeunes en matière de SI. Il est important de ne pas exclure d'emblée ce format d'engagement mais de le repenser selon des approches partenariales en cohérence avec l'évolution des besoins et des motivations. **La participation des jeunes à la réalisation d'études de faisabilité, à la réalisation d'évaluations de projets ou encore à la recherche d'approches techniques ou sociales doit être poursuivie.** Les acteurs du secteur interrogés ont d'ailleurs fait ressortir que les besoins opérationnels restaient mais avaient évolués pour tendre vers un **appui pluriel en compétences socio-techniques, en ingénierie organisationnelle et institutionnelle et dans l'adaptation de techniques innovantes aux réalités de terrain.**

La réussite de telles mobilisations dépend cependant fortement du cadre de travail proposé par le partenaire. Ces activités doivent être prioritairement réalisées par un nombre restreint de personnes et non par le biais d'une mission d'un groupe (plus de 4 personnes). Ce format de mobilisation nécessite un encadrement organisé et exigeant de la part des partenaires du projet, tout particulièrement dans le cas de missions sur le terrain. Elles doivent se focaliser sur un besoin ciblé et bien dimensionné dans le cadre d'un projet plus ou moins important mais bien maîtrisé par le porteur du projet.

L'implication des jeunes sur ce format d'engagement reste toujours pertinente mais nécessite donc de réinterroger régulièrement les praticiens au « Nord » et au « Sud » (réalisation d'états des lieux). Les structures d'accompagnement doivent se doter **d'outils de suivi-évaluation de leur dispositif** centrés sur le besoin des partenaires et leur évolution dans le temps pour s'ajuster au fur et à mesure et rester en adéquation avec « l'offre et la demande ». Une

classification des formes d'engagement les plus pertinentes en fonction du niveau de structuration du porteur de projet et de sa situation géographique est un travail qui pourrait faciliter cette recherche de cohérence et d'efficacité.

➤ Influencer ici et là-bas

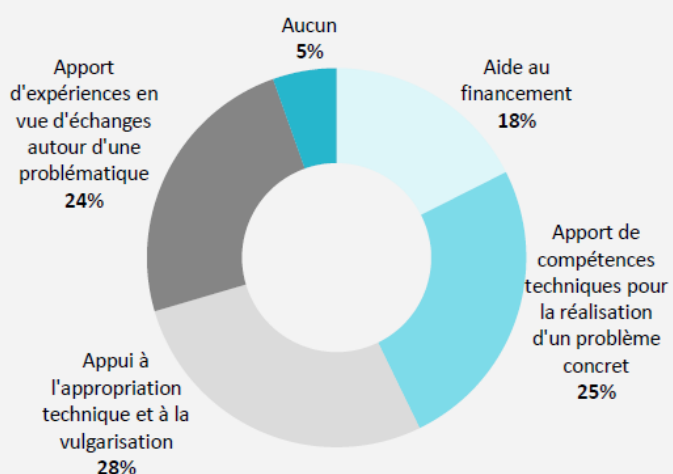
Le plaidoyer est aussi plébiscité par les membres ISF comme type d'action prioritaire aux côtés du projet de terrain, des actions de sensibilisation et du renforcement des sociétés civiles. Bien que très peu porté à ISF, il est un centre d'intérêt non négligeable qui semble se développer. Ces activités de plaidoyer et de lobbying nécessitent pourtant des compétences et des réseaux pas toujours accessibles aux élèves-ingénieurs et aux jeunes ingénieurs. Le temps long nécessaire aussi pour ce type d'action n'est peut-être pas le plus adéquat avec des mobilisations de type bénévoles.

Cependant si le portage isolé d'actions de plaidoyer par des élèves-ingénieurs semble difficile à imaginer, des contributions à des actions de plaidoyer et de lobbying sont certainement envisageables notamment par les jeunes ingénieurs. « *ISF est un creuset de production et de mise à disposition d'expertise citoyenne* » (cf. article p. 21). Dans ce sens, les jeunes professionnels peuvent apporter des éléments de compréhension et d'analyse sur des sujets techniques au sein de problématiques plus globales à des organisations du Nord et du Sud engagées dans un travail de plaidoyer.

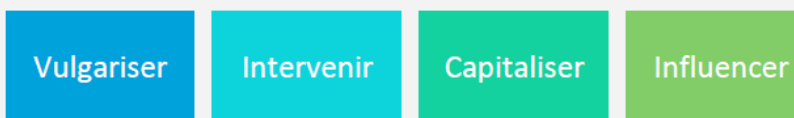
Ces opportunités et possibilités d'actions de plaidoyer pourraient également se développer en lien avec le renforcement des liens avec les réseaux et organisations de pairs engagés dans la SI d'autres pays. Ces actions de plaidoyer devraient alors privilégier des sujets très liés à la technique, aux pratiques du métier d'ingénieur, etc.

Formes alternatives d'engagements envisagées *Résultats d'enquête et ateliers de réflexion ISF, 2016*

Rôles qui pourraient être tenus par les élèves-ingénieurs dans une action en lien avec le « Sud » selon les membres ISF.



Proposition d'un nouveau cycle de formats d'engagement des jeunes en lien avec le « Sud ».



Exemples de formes d'engagement issus des ateliers de concertation et réflexion ISF.

Celles relevées par certains acteurs comme particulièrement intéressantes	Échanger avec des étudiants ou élèves-ingénieurs sur une thématique de SI ou DD en s'appuyant sur la mise en œuvre d'améliorations, d'actions concrètes
	Échanger avec ces pairs (organisations étrangères qui font des activités similaires), sur nos formations, nos métiers, nos pratiques, etc.
	Aider au développement de « Farmlabs » locaux : (outils de formations libres, une communauté d'utilisateurs / de formateurs) Apprentissage par "l'erreurs". Mettre en place ou contribuer à une démarche d'observatoire.
Celles qui ont fait consensus	Échanger avec des pairs (organisations étrangères qui font des activités similaires), sur nos formations, nos métiers et nos pratiques d'ECSI.
	Mise en relation / échange entre acteurs locaux du même domaine d'un pays du Nord et du Sud dans le but de monter en compétences collectivement
	Co-organiser une projection-débat, une action de sensibilisation dans chacun des deux pays, Co-construire des outils d'animation, etc.
	Améliorer ou construire une technologie appropriée ou un processus technique
Celles qui n'ont pas fait consensus	Appuyer la réalisation d'un projet en intervenant techniquement sur un de ces aspects
	Participer à un diagnostic pour étude de faisabilité d'un projet (techniques existantes et disponibles, Revue bibliographie, etc.)
	Réaliser un reportage sur un même thème « lowtech » dans un ou plusieurs pays documenter sur les impacts de la technique à travers le monde
Celles qui n'ont pas fait consensus	Co-construire une action de Plaidoyer
	Mettre en valeur les projets coopératifs à travers le monde (agriculture, énergie, eau, etc.) Aider les sociétés civiles à la vulgarisation, la compréhension d'une technique et de ses impacts

Exemples de mobilisations « novatrices » expérimentées par ISF

Depuis une dizaine d'années, ISF expérimente des actions de mobilisation de ses membres différentes de celles des « projets d'appui technique ». Souhaitant allier à travers l'action l'ingénierie, la prise de recul, les réflexions sur les impacts de la technique, les échanges entre pairs et la réciprocité, différentes combinaisons de mobilisation ont été testées entre 2009 et 2016.

L'étude « La place des ingénieurs du sud, leur formation et leur insertion professionnelle dans le domaine de l'eau et de l'assainissement »

Réalisée en 2009-2010 et issue d'un ensemble de questionnements des adhérents d'ISF sur les modalités de mobilisation de l'expertise du Sud dans les projets de développement, ce travail inter-groupes ISF et inter-pays (France, Burkina-Faso, Sénégal, Cameroun) a mobilisé pendant un an quatre groupes locaux ISF (Limoges, Lyon, Nord, Strasbourg) et deux écoles d'ingénieurs de pays du Sud (Burkina-Faso et Cameroun). Le projet a été accompagné par le F3E¹², sous la supervision d'un comité de pilotage intégrant 8 autres associations de SI françaises. Une consultante du COTA assurait l'accompagnement méthodologique. L'étude a été menée de manière concertée, depuis la conception de l'enquête jusqu'à la rédaction du rapport. Les élèves-ingénieurs français, burkinabés et camerounais ont également participé à la phase de terrain réalisant respectivement les enquêtes dans trois pays d'Afrique auprès d'ingénieurs locaux. Elle a fait l'objet de plusieurs restitutions auprès d'acteurs de l'eau intervenant à l'international.

Forum participatif sur la gestion concertée des ressources minérales du Cercle de Kéniéba

En 2010, l'association de ressortissants du cercle de Kéniéba en France (ARKF) originaire de la région de Kayes au Mali s'est rapprochée d'ISF et de son groupe thématique d'ingénieurs « systèmes extractifs et environnements » pour solliciter un appui pour la mise en place d'un forum d'information et de discussion sur la gestion des ressources minérales (en particulier de l'or) dans leur région. Cet espace, qui a réuni l'ensemble des parties prenantes (populations, entreprises, élus locaux, état et partenaires), a porté sur différents aspects des activités extractives dont la législation et les rentes minières, les impacts environnementaux, économiques et sociétaux et leur prise en compte, la gestion des extensions et la définition d'une structure démocratique. En guise d'appui et de préparation à cet événement, le groupe ISF s'est mobilisé pour, d'une part, proposer des temps de formation de membres de l'ARKF aux questions techniques, environnementales et juridiques liées aux systèmes miniers du cercle et, d'autre part, pour les aider dans la préparation et l'organisation logistique.

Le projet « Climat »

Mené sur deux ans entre 2014 et 2016, cette action a mis en relation trois groupes ISF et trois groupes d'étudiants à l'international (Togo, Mexique, Palestine) afin de réaliser un bilan « gaz à effet de serre » croisé des campus respectifs de chaque groupe impliqué. Se former à la méthode, échanger tout au long de la réalisation, croiser les résultats et comparer les situations et les solutions possibles ont été les étapes clés de ce projet collectif. Au Togo, le projet accompagné de l'association togolaise Visions Solidaires a donné lieu à la réalisation d'une restitution devant les responsables de l'ESTBA¹³ de Lomé et de la presse. En France, plusieurs membres d'ISF Savoie et une étudiante de l'ESTBA ont pu partager les résultats et enseignements du projet lors de la COY 11 et de la COP 21.

Les rencontres thématiques internationales

Entre 2013 et 2015, ISF a décidé d'organiser des rencontres entre pairs sur des questions de solidarité internationale liées aux métiers de l'ingénieur. Dans ce cadre, depuis 2014, ISF Cameroun et le groupe thématique ISF AgriSTA travaillent ensemble sur l'évolution du rôle de l'agronome, du conseil vers l'accompagnement. Après 6 mois à travailler en binôme sur des

¹² Fonds pour la promotion des études préalables, des études transversales et évaluations

¹³ Ecole supérieure des techniques de biologie appliquées

études de cas d'accompagnement de paysans et de collectivités en France et au Cameroun, quatre membres d'ISF Cameroun sont venus en France pour rencontrer les porteurs de projets accompagnés en Île-de-France, en Rhône-Alpes et en Pays de la Loire ; et étudier avec ISF AgriSTA les résultats de ces travaux. Cet hiver, ce sont des bénévoles ISF qui sont partis au Cameroun pour visiter les projets étudiés au Cameroun. Une restitution publique pour présenter les résultats de ces échanges est prévue à l'automne 2016.

Dans ces exemples, la collaboration entre acteurs différents, les aspects de réciprocité, notamment via les échanges entre pairs ont particulièrement été mis en avant, tout en gardant des thématiques liées à la technique où un public ingénieur prend tout son sens.

Les jeunes professionnels interrogent le rapport à l'échec dans les projets de développement

Laure Criqui, présidente du réseau Projection

Projection est un réseau de jeunes professionnels (2 à 10 ans d'expérience) travaillant pour les services essentiels dans les villes en développement. Ce réseau prône « la pertinence en toute impertinence », et vise à faire émerger les idées innovantes des jeunes professionnels, à faire valoir leurs voix, et à renforcer leurs compétences. L'un de ses derniers travaux a porté sur le rapport à l'échec dans les projets de développement. Ce chantier a levé le tabou de l'échec dans la coopération internationale, et proposé des modes d'apprentissage par l'erreur pour sortir du mantra des « bonnes pratiques ».

Tout a commencé par la volonté d'une membre de Projection de réfléchir à partir de sa propre expérience sur un projet « douloureux » en 2012. Un groupe de travail a ensuite utilisé toute la panoplie des activités de Projection pour mobiliser et offrir un espace de travail aux jeunes professionnels : débats et cafés informels entre pairs ; collaboration avec des étudiantes pour réaliser une enquête auprès des acteurs du secteur ; réalisation d'un guide *Apprenons de nos erreurs !* et d'un *Mur de l'Échec* exposé au forum Défis Sud 3 permettant aux professionnels d'exprimer leurs idées ; organisation d'une journée d'échanges entre étudiants, jeunes professionnels et professionnels aguerris à l'Agence Française de Développement en 2015 ; publication d'un numéro de la revue L'Essentiel de Projection avec des articles, retours d'expérience et interviews de jeunes professionnels, etc. Ces quatre ans de collaboration seront consolidés dans un *Petit Illustré de l'Échec* conçu et réalisé par les membres de Projection, et s'adressant aux experts ainsi qu'aux futures générations de professionnels du développement.

Ce travail a mobilisé conjointement étudiants, jeunes professionnels et experts confirmés d'institutions de coopération internationale publiques et privées. La recette pour mener à bien une telle initiative, mobiliser les bénévoles et les partenaires, repose sans doute sur cette variété d'outils et de formats d'échanges. L'équipe de coordination et des membres pilotes du réseau ont créé des opportunités de valorisation et de communication régulières pour motiver les contributeurs. Cette reconnaissance publique apporte légitimité et confiance aux jeunes professionnels. Mais surtout, leur conviction de la nécessité de soulever ce sujet tabou et d'attirer l'attention dessus ont permis d'alimenter un intérêt et une conviction constante, et de garantir des résultats décalés, mais de qualité et qui répondent aux préoccupations des experts de demain !

Mobilisation étudiante autour du programme Alimentation Durable et Responsable (ARD)

Chloé Landrot, chargée de programme association RESOLIS

L'association RESOLIS (Recherche et Évaluation de SOLUTIONS Innovantes et Sociales) considère que les acteurs locaux engagés dans des initiatives ou des démarches innovantes peuvent ouvrir des voies et apporter des éléments de solutions locales à certains des questionnements planétaires. Une fois un questionnement délimité, RESOLIS part à la recherche d'initiatives qui peuvent faire écho à ce questionnement. Ce travail de repérage et de description est réalisé en relation avec des jeunes ou étudiants, en groupes le plus souvent, devant réaliser des stages ou des mémoires. RESOLIS propose aux jeunes et étudiants une méthode qui leur permet de valoriser leurs travaux et de les inscrire dans la construction d'un « objet » collectif. La description de chaque initiative et ses résultats sont présentées sous forme de fiches normalisées destinées à être publiées dans l'Observatoire RESOLIS.

Pour le lancement du programme en France, RESOLIS a initialement impliqué trois groupes d'étudiants de Sciences Po dans la recherche d'initiatives locales d'« alimentation responsable et durable ». Par la suite, plusieurs groupes étudiants, généralistes ou ingénieurs, issus de l'IEDES¹⁴ Paris I, Université d'Aix Marseille, Vet Agro, ont été mobilisés.

Lorsque l'échantillon des initiatives est suffisant pour présenter une diversité de réponses originales, vient une phase d'organisation typologique, de structuration, puis d'analyse des innovations. Ce travail de capitalisation doit être fait par ou avec des spécialistes du domaine, issus du milieu académique ou du terrain, ce qui permet de favoriser les échanges intergénérationnels et intersectoriels. Les étudiants aussi mobilisés dans la rédaction d'articles collectifs de type scientifique et l'organisation de rencontres entre acteurs, dans le cadre des objectifs des programmes de RESOLIS.

Le processus de confrontation avec les politiques publiques est facilité par le partenariat établi avec l'Association des Régions de France et un réseau mondial qui s'est progressivement développé. La démarche s'est en effet rapidement internationalisée avec de nouveaux partenariats qui se sont noués à l'étranger, au Canada, Costa Rica, Afrique de l'Ouest, Tunisie, Espagne, Brésil. Ces partenaires ont pu engager des processus semblables dans leurs pays/régions, en impliquant des étudiants de leurs universités et des enseignants pour les accompagner dans ce processus. Récemment, RESOLIS a lancé un partenariat avec l'organisation Climates, afin de mobiliser des jeunes, issus de leur réseau international. Cette approche, facilement appropriable par les acteurs locaux partenaires correspond à une approche « monde » et non une approche clivée « nord-sud », un kit méthodologique est transmis pour mettre en œuvre le projet de recensement, classification et analyse d'initiatives locales d'ARD et un appui à distance avec un contact clé permet de régulièrement faire le point.

RESOLIS a également développé un réseau académique pour faire émerger des projets transdisciplinaires communs. Les objectifs de ce réseau enseignant seraient d'organiser les travaux de leurs étudiants en vue de valoriser la recherche et la production de connaissances ; mieux articuler les travaux étudiants avec les problématiques publiques ; contribuer aux exercices d'évaluation et de capitalisation dans la solidarité ; sensibiliser les étudiants aux réalités de terrain et à l'engagement associatif. Parmi les chantiers de travail, il s'agit de rechercher des initiatives locales innovantes produisant des valeurs économiques et sociales, qui engagent des processus de transitions (énergétique, environnementale, numérique...).

Quelles mobilisations et quels engagements en 2020 pour une expertise technique jeune, bénévole & citoyenne en lien avec le « Sud » ? Ingénieurs sans frontières (ISF), en collaboration avec ses partenaires associatifs et institutionnels a souhaité s'interroger sur cette problématique.

Au Nord, les associations de solidarité internationale composées d'élèves-ingénieurs ne sont pas les seules à proposer une offre d'expertise technique bénévole. De nombreuses autres associations proposent la mise à disposition d'une expertise technique selon une approche par compétences thématiques ou par niveau d'expertise. Au Sud, les savoir-faire et les compétences techniques existent déjà et se développent de plus en plus, que ce soit au niveau des ONG ou des acteurs publics et privés. Les formations initiales existent et se renforcent progressivement.

Il apparaît nécessaire de se réinterroger sur les pratiques en matière de mobilisation citoyenne de jeunes qui se centrent aujourd'hui sur la mise à disposition de ressources humaines bénévoles pour la mise en œuvre de projets de solidarité internationale.

Ingénieurs sans frontières a initié un processus de réflexion dès 2012 en ce sens. A travers des enquêtes et des ateliers de réflexion collaboratifs menés en 2016, ISF souhaitait dresser un état des lieux des mobilisations existantes ou potentielles pour un public d'élèves-ingénieurs ou de jeunes ingénieurs. Le résultat de ce chantier de concertation est restitué dans ce document de capitalisation.



146 rue de Crimée, 75019 Paris

courier@isf-france.org

www.isf-france.org